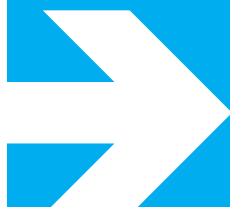


3

CRÉER  
DE L'EMPLOI  
DANS LES  
TERRITOIRES





### 3 – Créer de l'emploi dans les territoires

*L'Économie sociale et solidaire trouve sa force dans les territoires : quartiers urbains, zones rurales, bassins industriels en reconversion etc. Tous ces lieux ont en commun d'être des laboratoires de solidarités de proximité créatrices d'activité et donc des gisements de création d'emplois.*

*Pour que ces initiatives locales changent d'échelle, pour participer à leur réplication dans d'autres territoires et les inscrire dans une véritable stratégie de développement économique au service de la création d'emploi, l'Etat doit repenser son action. Il doit l'articuler avec les collectivités locales et tous les acteurs qui font vivre un territoire : entrepreneurs, salariés, bénévoles, citoyens...*

*Plusieurs dispositions du projet de loi vont contribuer à la réalisation de ces objectifs.*

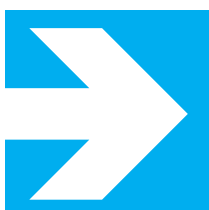
*L'assouplissement des conditions de création des sociétés coopératives d'intérêt collectif va permettre de développer l'emploi privé au service de l'intérêt général. Avec les SCIC, salariés, producteurs, usagers et collectivités locales peuvent unir leurs forces pour produire des biens et services d'utilité sociale. C'est un formidable levier de développement économique local que la loi viendra soutenir. Une aide substantielle au recrutement de jeunes en « emplois d'avenir » par ces sociétés participera également de leur développement.*

*Le soutien apporté par l'Etat aux pôles territoriaux de coopération économique, à l'image de ce qui est déjà fait pour les pôles de compétitivité et les « clusters », a vocation à créer des emplois non délocalisables au plus près des besoins des populations.*

*Enfin, le projet de loi prévoit l'inscription de l'Économie sociale et solidaire dans les contrats de développement territoriaux de la région capitale, engagements pluriannuels entre l'Etat et des collectivités locales. Cela permettra que tous les volets du développement économique, et notamment ses aspects sociaux, soient pris en compte, afin que tous les habitants d'un territoire profitent de la croissance induite.*

**Benoît Hamon,**

ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire  
et à la Consommation





# Multiplier les Pôles territoriaux de coopération économique pour créer des emplois non délocalisables

## → LA MESURE

Plus d'une centaine d'initiatives de coopération entre des entreprises de l'ESS et des entreprises commerciales ont spontanément émergé avec pour objectif la création d'activités et comme méthode, la mutualisation (de services, de locaux, de compétences etc.). Peu à peu, grâce à des initiatives locales associant collectivités et entreprises de l'ESS ou commerciales, de nouvelles formes de coopération sont apparues aux côtés des pôles de compétitivité et des grappes d'entreprise et participent ainsi d'une redynamisation des territoires et favorisent une croissance économique durable. Grâce à la loi, il s'agit pour la puissance publique de reconnaître et de soutenir le développement de ces « pôles territoriaux de coopération économique » (PTCE).

## → LA SITUATION ACTUELLE

Le choix de la coopération et non de la concurrence a donné naissance à de nombreux écosystèmes productifs locaux, de taille et de composition très variable, dans les quartiers populaires comme dans les territoires ruraux en difficulté économique.

## → LES LIMITES ACTUELLES

Ces pôles manquent aujourd'hui de visibilité au-delà de leur territoire d'ancrage et doivent s'ouvrir à de nouveaux acteurs pour améliorer les synergies locales.

Pour que ce modèle de développement territorial change d'échelle, puisse se répliquer sur le territoire et produise des effets en termes de création d'emplois, l'intervention de la puissance publique est indispensable à la structuration et à la multiplication des PTCE.

## → CE QUE LA LOI VA CHANGER

- La loi donne une définition des PTCE qui seront soutenus par l'Etat: ils « *sont constitués par le regroupement sur un même territoire d'entreprises de l'Économie sociale et solidaire, qui s'associent à des entreprises, et le cas échéant à des collectivités locales, des centres de recherche et des organismes de formation pour mettre en œuvre une stratégie commune et continue de mutualisation au service de projets économiques innovants socialement et porteurs d'un développement local durable* ».

## 3 – Créer de l'emploi dans les territoires

- La loi fixe les modalités de l'intervention de l'Etat: les décisions seront prises après appels à projets par un comité interministériel, selon des critères fixés par décret.

À titre expérimental, un premier appel à projets, doté de 3 millions d'euros, a été lancé le 15 juillet pour la période 2013-2014 par les 4 ministères (ESS, Egalité des territoires, Redressement productif, Ville) soutenant l'émergence et le développement des PTCE. Pour être reconnus et soutenus comme des PTCE, les projets présentés devront réunir, au minimum, des entreprises de l'ESS et des entreprises commerciales autour d'une stratégie commune.

À l'appui, ils devront démontrer notamment:

- l'ancrage territorial de l'activité;
- la création, consolidation et/ou le développement d'emplois durables et de qualité ainsi que d'activités, contribuant à la réindustrialisation des territoires, notamment les plus en difficultés;
- le développement d'activités respectueuses de l'Homme et de l'environnement;
- l'investissement dans l'innovation sociale ou l'utilité sociale.

### EXEMPLE

#### Un PTCE réussi

Dans la Drôme, une association, une CRESS (Chambre régionale de l'Économie sociale et solidaire), un Coorace (Fédération de l'Économie sociale et solidaire), une délégation de l'URSCOP (Union régionale des sociétés coopératives), une mission d'accompagnement de l'ADIE (Association pour le droit à l'initiative économique) et une structure d'aide au logement se sont installés dans un même local autour duquel s'est constitué un PTCE.

D'autres acteurs les ont progressivement rejoint. Ensemble, ils développent des projets communs au service de l'insertion professionnelle et du développement économique de leur territoire: formations collectives pour les salariés issus de structures d'insertion par l'activité économique, appui et informations pour la création d'entreprise...

Aujourd'hui, le PTCE compte **1 200 salariés**, accueille une dizaine de locataires pérennes ou ponctuels, et plus de 20 organisations sont associées à la démarche. **Il répond aux besoins sociaux de plus de 1 000 personnes** et a vocation à s'étendre pour concerner une aire géographique couvrant toute l'intercommunalité dans laquelle il est localisé.

## Un appel à projets de 3 millions d'euros

15 PTCE, aussi bien en phase de consolidation que d'émergence, bénéficieront d'une aide de l'Etat et de la Caisse des dépôts et consignations, pendant 3 ans. Après évaluation, une nouvelle vague plus importante pourrait être soutenue.



# Inscrire l'ESS dans les contrats de développement territorial du « Grand Paris »

## → LA MESURE

Créés par la loi du 3 juin 2010, modifiée par la loi du 18 janvier 2013, les contrats de développement territorial (CDT) déclinent le contrat de plan conclu entre l'État et la Région, pour les territoires définis comme stratégiques au sein de la région capitale et en particulier ceux desservis par le réseau de transport public « Grand Paris express ». Les CDT engagent l'État, représenté par le préfet de région, les communes et leurs groupements signataires, ainsi que la région d'Ile-de-France et les départements lorsqu'ils sont signataires.

Toutes les dimensions du développement doivent être prises en compte dans les CDT, afin que les besoins sociaux pas ou mal satisfaits trouvent une réponse et que la croissance induite soit profitable à tous les habitants de ces territoires. Pour ce faire, la loi prévoit de compléter le contenu des CDT en y prévoyant l'intégration obligatoire d'un volet, et donc d'actions, relevant de l'Économie sociale et solidaire.

## → LA SITUATION ACTUELLE

Une vingtaine de CDT sont en cours de réflexion ou d'élaboration, tous les périmètres n'étant pas encore définis. Treize territoires ont signé des accords-cadres.

Environ **20 CDT** sont aujourd'hui en cours de réflexion ou d'élaboration.

### 3 – Créer de l'emploi dans les territoires

#### ➔ LES LIMITES ACTUELLES

Outils de planification et d'engagements financiers permettant des actions communes entre collectivités, les CDT validés ne comprennent pas à l'heure actuelle d'objectifs de développement de l'Économie sociale et solidaire, alors même que de nombreuses collectivités interviennent d'ores et déjà dans ce champ et que des initiatives prises par des entreprises de l'ESS existent dans la plupart des territoires de la région capitale.

#### ➔ CE QUE LA LOI VA CHANGER

Soit en amont de la signature des CDT, soit par avenant, la loi permettra d'inscrire des actions pour développer l'Économie sociale et solidaire, dans le cadre d'une démarche contractuelle engageant l'Etat et les collectivités locales.

Les CDT pourront planifier la prise en compte de la satisfaction des besoins sociaux de leur territoire par le recours aux entreprises de l'ESS. À cette fin, dès 2013, le Préfet de la région d'Ile-de-France engagera des démarches auprès des collectivités engagées dans les CDT pour leur proposer de construire le volet ESS de leur contrat.

#### EXEMPLE

##### **Le CDT « Territoire de la culture et de la création » (Plaine-Commune)**

À titre d'expérimentation, un premier CDT comprendra un volet dédié à l'ESS : il s'agit du CDT porté notamment par la communauté d'agglomération de Plaine-Commune, en accord avec le Conseil général de Seine-Saint-Denis et avec le soutien du Conseil régional d'Ile-de-France, eu égard à la dynamique favorable à l'ESS existant sur ce territoire. Une convention opérationnelle sera signée à l'automne.



# Développer l'emploi privé au service de l'intérêt général avec les SCIC

## → LA MESURE

Développer les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) parce qu'elles portent des projets de développement économique locaux au service de l'intérêt général.

### Comment ?

- en assouplissant les conditions de création et de constitution d'un tour de table financier solide et représentatif des enjeux territoriaux ;
- en permettant aux SCIC de recruter des jeunes en emplois d'avenir avec une aide de l'Etat en proportion de l'utilité sociale des SCIC.

## → LA SITUATION ACTUELLE

La SCIC est une forme originale de coopérative créée en 2001 et « *qui a pour but la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, qui présentent un caractère d'utilité sociale* ».

## CHIFFRES CLÉS

### Une forte dynamique de création

Plus de 300 SCIC actives en France qui emploient près de **3 600** salariés dans plus de **90** secteurs d'activité.

La SCIC offre une gouvernance associant plusieurs natures de sociétaires. Elle permet ainsi la naissance de projets économiques qui ne trouveraient pas par ailleurs de portage. En effet, elle associe à son capital toutes les parties prenantes du dossier : les collectivités locales, les entreprises locales intéressées, éventuellement des associations partenaires et des usagers pour le bénéfice des territoires desservis.

La SCIC offre un cadre juridique adapté pour développer des projets économiques locaux notamment dans le secteur agricole (magasins de produits bio, production d'énergie par les déchets de bois, abattoirs, etc.), l'environnement (recyclage des déchets, entretien des espaces naturels, etc.), la culture (gestion d'équipement culturel, production artistique, etc.) mais aussi la santé (maison



### 3 – Créer de l'emploi dans les territoires

de santé) et le médico-social (maison de retraite).

Au-delà de la réponse apportée à des besoins sociaux peu ou pas satisfaits, les SCIC sont des employeurs importants dans un certain nombre de quartiers populaires et de zones rurales en déshérence économique.

#### → LES LIMITES ACTUELLES

- Le régime juridique des SCIC précise que les salariés de la coopérative doivent être, avec les usagers, une des deux composantes obligatoires de la SCIC. Cette règle conduit involontairement à interdire la création de SCIC à des producteurs de biens et de services qui ne seraient pas des salariés tels que des professionnels libéraux ou des agriculteurs par exemple.
- Les porteurs de projet de SCIC ont parfois des difficultés à lever le capital nécessaire à la création de l'entreprise. Les collectivités territoriales jouent un rôle majeur en permettant bien souvent de compléter le tour de table financier. La limitation actuelle à 20 % de la détention du capital par les collectivités territoriales est un frein que le projet de loi propose de lever.
- Aujourd'hui les SCIC sont exploitées sous forme de société anonyme (SA) ou de société à responsabilité limitée (SARL). Ces deux formes prédominent les organes dans le cadre desquels la gouvernance va s'exprimer.
- Trop rigide, la SARL prévoit seulement l'existence d'un gérant, voire de cogérants à côté d'une assemblée générale. La SA, quant à elle, est dotée uniquement d'un conseil d'administration (ou un directoire et un conseil de surveillance).

Alors que les SCIC furent dans les années 2000 d'importants employeurs des jeunes recrutés dans le cadre du dispositif « emplois jeunes », les textes législatifs et réglementaires actuels ne leur permettent pas de bénéficier de l'aide de l'Etat allouée aux employeurs faisant preuve d'une réelle utilité sociale.

#### CHIFFRES CLÉS

- La moyenne du nombre d'emploi dans une SCIC est de **12** salariés.
- La plus grande SCIC de France est une entreprise adaptée pour les personnes handicapées du Nord qui emploie plus de **300** salariés.
- Les collectivités publiques sont présentes au capital de **40 %** des SCIC.



## → CE QUE LA LOI VA CHANGER

Le projet de loi autorise la création de SCIC avec des producteurs de biens et de services non salariés. Cela facilitera plus particulièrement la création de SCIC dans l'agriculture et la santé.

Le projet de loi autorise les collectivités territoriales à détenir jusqu'à 50 % du capital de la SCIC.

Le projet de loi permettra la constitution de SCIC sous la forme de société par actions simplifiée (SAS), dont les statuts offrent une large souplesse et permettent de traduire dans des organes adéquats de gouvernance les besoins spécifiques de la coopérative.

Le projet de loi donne aux SCIC la possibilité de recruter des jeunes en emplois d'avenir, dans les conditions du contrat d'accompagnement dans l'emploi et avec une aide de l'Etat fixée à 75 % de la rémunération brute.

## EXEMPLE

Afin de redresser les comptes de son abattoir, une communauté de communes en Ariège en a délégué la gestion à une SCIC en 2011. Eleveurs, grossistes, bouchers du territoire et salariés sont impliqués dans **la relance de l'activité aux côtés de la collectivité**.

Un an après la création de la SCIC, les résultats sont encourageants : 10 emplois ont été préservés sur un territoire rural et le débouché pour la production de viande des éleveurs locaux est maintenu.

Le projet de loi, en autorisant les collectivités à participer jusqu'à 50 % de leur capital facilitera la constitution de telles SCIC en milieu rural.



